

La France à la recherche des richesses du sous-sol

Pour la première fois depuis de nombreuses années en France on va bientôt forer pour de l'or. D'autres métaux précieux pourraient voir le jour. Mais les défenseurs de l'environnement réagissent à cette perspective.

29/10/2015, par **Christian Schubert**, correspondant en économie à Paris



© picture-alliance

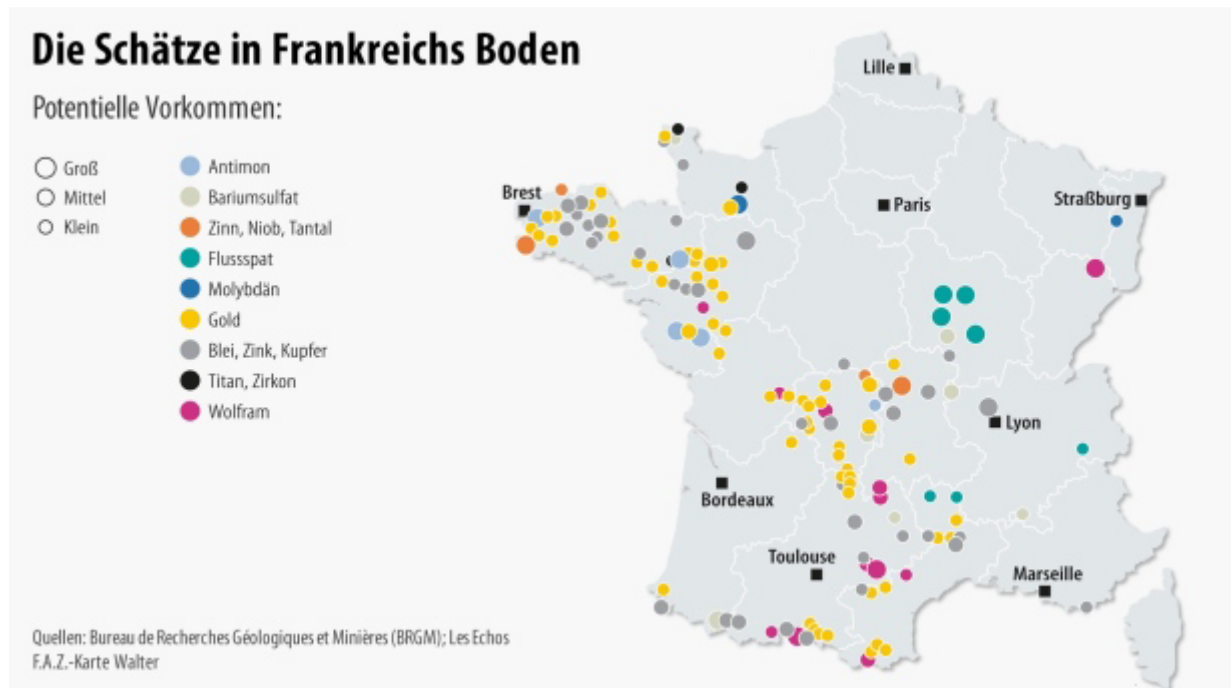
Dans le département de la Creuse, au centre de la France on va de nouveau chercher de l'or.

Ce n'est pas encore la ruée vers l'or, mais la température monte au thermomètre des chercheurs d'or. Après de nombreuses années d'abstinence la France se remet à l'exploitation des matières premières de son sous-sol. L'or est en tête, mais aussi des métaux rares, qui sont considérés par l'industrie comme « stratégiques », pourraient voir le jour dans quelques années.

Pour la première fois depuis plusieurs décennies, le gouvernement attribue de nouveaux permis pour rechercher les substances dans le sous-sol. Les sociétés minières déclarent que les premiers résultats sont encourageants. Après plusieurs mois d'analyse des sols, la société Cominor, qui fait partie de la société internationale aurifère La Mancha veut, dans les semaines à venir, entamer de vastes forages d'exploration dans le département de la Creuse situé dans le centre de la France.

Ce sera la première fois depuis la fermeture en 2004 de la dernière mine dans la région française du sud de Languedoc-Roussillon qu'on recherche de l'or en France métropolitaine.

.../...



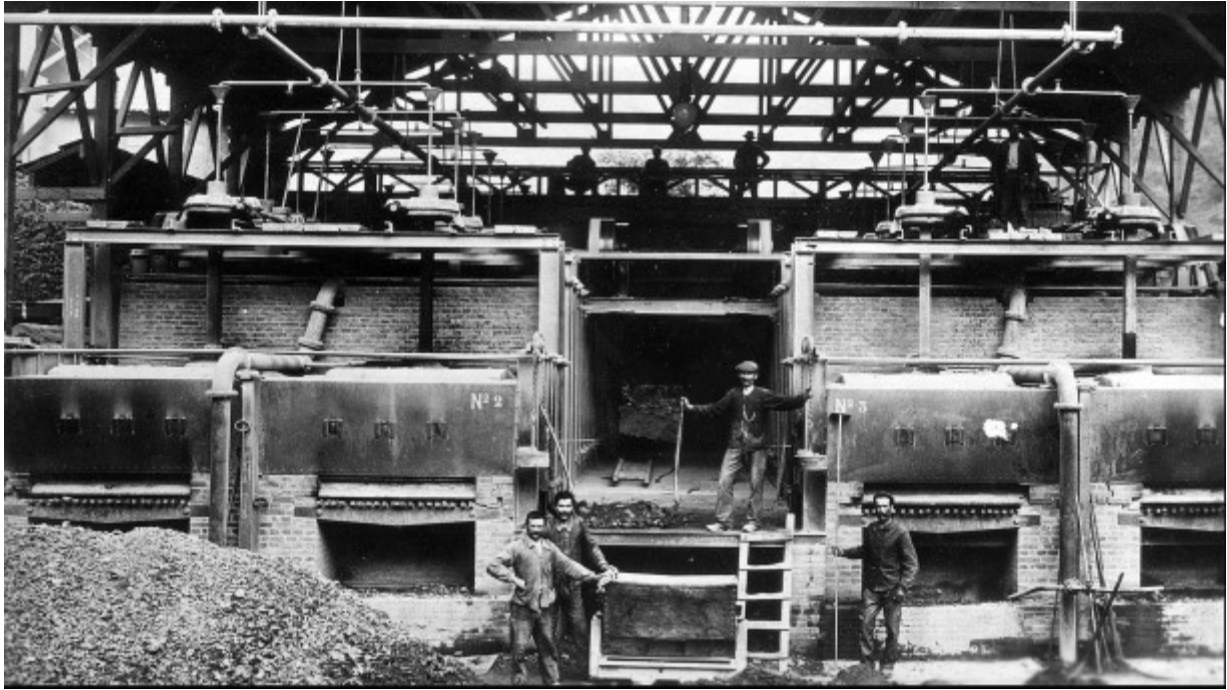
Infographie / Les trésors du sous-sol de la France © FAZ

« La France a dans ses sous-sols des richesses considérables. Économiquement, ce serait une grave erreur de ne pas les exploiter », a déclaré récemment le ministre de l'Economie Emmanuel Macron dans une interview au journal. La France n'est pas vraiment un pays riche en ressources, mais pour certains métaux elle peut se le montrer. Ainsi la France occupe la troisième place en Europe avec le zinc, derrière la Suède et l'Espagne, pour le tungstène seule l'Autriche et le Portugal dépassent la France, rapporte l'établissement public de recherche géologique BRGM.

« Nous accordons les autorisations pour pratiquement toutes les demandes »

La réorientation vers l'extraction active a débuté en France en 2011 sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Le ministre de l'économie socialiste Arnaud Montebourg a fait encore avancer le développement jusqu'en 2014, même si son rêve de la construction d'une société minière d'Etat s'est envolé. Sous son successeur Macron en collaboration avec les sociétés minières privées, des démarches concrètes sont effectuées : selon ses propres dires le ministère de l'économie a attribué près de dix permis de forage pour l'or et autres métaux, et autant de demandes ont été faites. « Nous accordons les autorisations pour pratiquement toutes les demandes. L'objectif est de déterminer la taille des gisements » se dit dans le département du ministère.

.../...



Mine d'or française des années 1920.

© picture-alliance

En tout les cas la compagnie minière Cominor est optimiste. Sa recherche concerne l'or ainsi que certains produits connexes comme l'antimoine, qui est utilisé dans l'industrie électronique. A une bonne heure de route au nord-ouest de Clermont-Ferrand, la société a analysé depuis l'année dernière des échantillons d'eau et de roches minérales et a fait des études géophysiques dans une zone de 47 kilomètre-carrés. « Ce que nous avons trouvé est encourageant, mais il n'est pas encore sûr qu'une mine soit ouverte », a déclaré Dominique Delorme le porte-parole de l'entreprise minière.

A la recherche des gisements, la Cominor réalisera à partir de mi-novembre environs 50 forages à une profondeur allant jusqu'à 200 mètres.

Il y a trente ans, la compagnie pétrolière Total avait déjà effectué des recherches d'or sur ce site, mais alors que le cours de ce métal chutait, le projet avait été rejeté. Avec le prix actuel de 1.100 dollars l'once cela pourrait être différent, même si Delorme rappelle qu'en 2011, quand Cominor avait demandé le premier permis de recherches, le prix de l'or était encore de 1.900 Euros. « Il faudra au moins encore huit ans avant que l'extraction puisse commencer. La décision pour ou contre ne dépendra pas seulement du prix de l'or, mais aussi sur la taille et la nature des gisements. Cela déterminera si l'exploitation pourra s'effectuer de manière souterraine ou à ciel ouvert. Les coûts sont de très différents », déclare-t-il.

Les Français divisés face aux projets miniers

De nombreux résidents locaux et des groupes de défense de l'environnement se sont déjà mobilisés contre le projet. Ils rappellent le cas de la dernière mine française fermée il y a onze ans, à Salsigne au nord de Carcassonne dans le sud de la France, qui a laissé une lourde contamination à l'arsenic. Selon Cominor « la situation est cependant très différente, parce

.../...

que l'ancienne mine a connu son apogée au 19^{ème} siècle. Avec les méthodes modernes de production en revanche, l'impact environnemental peut être limité », insiste Delorme, qui a tenté de convaincre les habitants de la région Creuse de ses projets avec de nombreuses réunions d'information.

La population française est contre les nouveaux projets miniers en général "très divisée", signale le directeur de l'établissement public de recherche géologique BRGM, Jean-Claude Guillauneau. Les méthodes de travail modernes de l'extraction minière vont souvent à l'encontre des exigences environnementales mais aussi, elles n'offrent plus autant d'emplois qu'autrefois. « Si la région concernée possède un glorieux passé minier, l'arrivée des entreprises minières peut être accueillie avec une certaine complaisance, en revanche si il s'agit d'une zone touristique attrayante appuyée sur des activités de loisirs comptant de nombreuses maisons de vacances, c'est différent » explique Guillauneau.

C'est l'expérience qu'a faite la société minière française Variscan, qui vise à extraire du tungstène en Bretagne et à la frontière espagnole proche d'Andorre. Dans le sud de la France, la société espère trouver au moins 50.000 tonnes dans le sol d'une mine désaffectée il y a trente ans. Avec un prix de 28.000 dollars la tonne, l'extraction serait extrêmement intéressante. Pour cela, Variscan promet à la zone en difficulté un investissement de 20 millions d'euros et la création de 150 emplois. Mais il y a beaucoup de résistance de la population locale en passant par le maire, qui rappelle l'héritage des montagnes de résidus amiantés que la mine fermée a laissé. De l'autre côté il y a aussi une association militante pour le retour de l'exploitation minière qui s'est formée car depuis le déclin de l'industrie du papier il n'y a presque plus d'entreprises dans la région.

Gouvernement déterminé, résultat incertain

Alors il n'est pas encore définitivement décidé si la France va inaugurer une nouvelle ère de l'exploitation minière. « En règle générale, un projet de recherche sur dix aboutit à la réalisation d'une exploitation minière », estime un expert du ministère de l'Economie. Le gouvernement semble toutefois déterminé. Cela est particulièrement vrai pour les réserves de matières premières dans le département d'outre-mer de la Guyane française. Là, le gouvernement vient d'accorder l'autorisation de l'exploitation d'une nouvelle mine d'or qui devrait contenir 150 tonnes de métaux précieux, selon les estimations. Un défi majeur en Guyane française où demeurent de nombreux prospecteurs d'or illégaux et destructeurs de l'environnement.

Le gouvernement espère maintenant pouvoir extraire ces ressources par des projets légaux et sécurisés. « Au cours actuel on pourrait sortir 12 milliards de dollars de la terre », dit la compagnie minière canadienne Columbus Gold sur la dernière implantation. S'il en sera vraiment ainsi, on ne le saura seulement qu'en 2021, lorsque l'exploitation de l'or commencera sur ce site en Guyane française.